

L'awalé

L'édito du club Afrique

Nous vous proposons pour ce troisième numéro de la Newsletter du Club Afrique de l'AEGE une version très hétéroclite.

Ne manquez pas notre retour de conf' à l'Ecole Militaire !

Bonne lecture !

Au sommaire :

- p.2 LE ROYAUME-UNI EXTERNALISE LA GESTION DE SES DEMANDEURS D'ASILE
- p.3 LE RWANDA COMME ACTEUR RÉGIONAL, ENTRE SÉCURITÉ ET PRÉDATION
- p.4 BOLLORE CHANGE SA STRATÉGIE D'INFLUENCE EN AFRIQUE
- p.5 TUNISIE : UN NOUVEAU PAS VERS LA CRISE
- p.6 LE MALI POUSSE LA CEDEAO DANS SES RETRANCHEMENTS
- p.7 LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE TOTAL ÉNERGIES EN OUGANDA SUR L'ÉCHIQUIER JUDICIAIRE
- p.8 M-PESA FUTUR LEADER DU PAIEMENT MOBILE SUR LE CONTINENT AFRICAIN ?
- p.10 RETOUR DE CONF !

LE ROYAUME-UNI EXTERNALISE LA GESTION DE SES DEMANDEURS D'ASILE

#Royaume-Uni

#Rwanda

#Réfugiés

#Influence

À SAVOIR

Le gouvernement conservateur de Boris Johnson a signé un accord de coopération avec le gouvernement du Rwanda pour externaliser la gestion des demandes d'asiles en Angleterre, au Rwanda. Cette mesure vise à réduire le nombre de demandeurs d'asile et d'immigrants illégaux en Angleterre.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Le Rwanda touchera 120 millions de livres sterling par an, au moins au début, pour organiser la gestion des demandeurs d'asile sur son territoire. On peut se demander si l'accord conclu entre le Rwanda et le Royaume-Uni n'a pas vocation à se transformer en un partenariat plus large entre ces deux États. L'intérêt pour l'Angleterre de conclure des accords de coopération avec le Rwanda est fondamentalement stratégique étant donné que le Rwanda est désormais considéré comme la « Suisse d'Afrique ». De tels partenariats positionnent l'Angleterre comme un partenaire majeur et fiable pour les États africains et permet au Rwanda de sécuriser son existence en s'attachant à des grandes puissances étrangères.

Au-delà de l'aspect purement économique, on peut aussi imaginer que le Rwanda essaie de se positionner en termes d'image comme une nation pan-africaine, le pays a d'ailleurs nommé plusieurs personnalités étrangères africaines à la tête de ses institutions.

LES NEWS

TV5 Monde - 16/04/22

[L'accord entre le RU et le Rwanda est-il compatible avec le droit ?](#)

Le Temps - 29/04/2022

[Le RU veut envoyer ses demandeurs d'asile au Rwanda](#)

LE RWANDA COMME ACTEUR RÉGIONAL, ENTRE SÉCURITÉ ET PRÉDATION



#Mozambique

#Rwanda

#Total

#Gaz

#StratégieDePuissance

À SAVOIR

Le Mozambique est en proie à une insécurité endémique depuis la décolonisation. Les guerres d'influences entre l'Ouest et l'Est et la guerre civile qui en a suivi.

Depuis 2015, Total a obtenu une concession gazière dans la région du Nord, le Cabo Delgado. Cette région est depuis, en proie à de nombreux raids des Shebabs. Le chercheur Jérôme Vellayoudom de l'École de Pensée de la Guerre économique a découvert un "corridor d'influence" du monde islamique dans la région et particulièrement du Qatar, producteur historique de gaz ne souhaitant pas voir l'émergence du Mozambique comme concurrent.

C'est à la veille d'un appel d'offre de Total pour le projet au Cabo Delgado, que l'entreprise Rwandaise NDP, propriété du fond d'investissement du parti au pouvoir, Crystal Ventures, s'est présentée.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Depuis l'intervention Rwandaise au Mozambique, la classe politique locale s'est questionnée sur les motivations et le financement de cette opération. Le Rwanda s'est toujours justifié par son intérêt pour la sécurité régionale. Ces détracteurs pensent que le Rwanda est devenu le proxy de la France et de l'Union Européenne au Mozambique ou en Centrafrique.

Le Rwanda est cependant dans une forte stratégie de puissance et d'influence afin d'assurer la propre survie de ce pays totalement enclavé et parmi les plus petits du continent.

LES NEWS

Mail&Guardian – 28/03/22

[Rwanda eyes the spoils of war in Mozambique](#)

BOLLORÉ CHANGE SA STRATÉGIE D'INFLUENCE EN AFRIQUE

#MSC

#BolloréAfricaLogistics

#Cession

#Médias

#Influence

À SAVOIR

Jeudi 31 Mars 2022 : c'est la date de signature du contrat tant médiatisé concernant la cession à 100 % de des actifs du Groupe Bolloré Africa Logistics. La famille Aponte à la tête d' MSC reprend donc l'ensemble des activités de transport et logistique sur le continent africain.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Les activités logistiques et transports de la filiale Bolloré Africa Logistics ont pendant des années porté le Groupe Bolloré. Vincent Bolloré amorce donc un virage stratégique pour son Groupe familial avant sa passation de pouvoir à ses enfants. La concurrence asiatique, russe et moyen-orientale s'intensifie sur le continent africain et rend le marché de la logistique de plus en plus concurrentiel. On peut donc imaginer que Vincent Bolloré souhaite se séparer d'une activité devenue trop concurrentielle et des positions trop difficiles à tenir compte tenu des enjeux politiques globaux. En effet le groupe Bolloré compte bien garder son pouvoir d'influence en Afrique, en s'adaptant au marché émergent via la jeunesse avec des secteurs nouveaux et puissants pour le continent, tels que les médias, la culture et la communication. Le Groupe Bolloré néanmoins est résilient de par la diversification des activités ; la vente d'Africa Logistics pourrait servir à augmenter la présence de Canal+ et Média Plus en Afrique ou ailleurs dans le monde. On a justement pu constater depuis plusieurs années l'appétence croissante de Vincent Bolloré pour les médias.

LES NEWS

Challenges – 13/02/22

[Les vrais-faux adieux à l'Afrique de Bolloré](#)



TUNISIE: UN NOUVEAU PAS VERS LA CRISE

#Tunisie

#CrisePolitique

#Résilience?

À SAVOIR

Le mercredi 30 mars 2022, le chef d'État tunisien Kais Saïed a dissous le parlement alors que l'opposition essayait de contourner le gel du parlement instauré le 20 juillet 2021. Grâce à ces « mesures exceptionnelles », le président détient le pouvoir de légiférer par décret, de présider le conseil des ministres et d'amender les lois.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Cette dissolution s'inscrit dans un climat international instable. La dissolution de l'Assemblée se fonde parmi les revendications sociales du peuple (pouvoirs d'achat, menace de crise alimentaire, chômage...).

Doucement la Tunisie tend vers un chemin politiquement sinueux. A l'image d'autres États, la Tunisie, en situation de crise, pourrait-elle reproduire le schéma de la mise en place d'un régime autocratique ? Sans l'assemblée et sans opposition, le président va devoir faire face, seul, à la crise du blé et des céréales dans les mois à venir. Ces prochaines décisions seront décisives et placeront ou non le pays en situation de crise politique et alimentaire.

LES NEWS

Le Monde – 31/03/22

[En Tunisie, la dissolution du Parlement prolonge la crise politique](#)

RFI – 01/04/22

[Tunisie : une dissolution du parlement dans une indifférence généralisée](#)

LE MALI POUSSE LA CEDEAO DANS SES RETRANCHEMENTS

#CEDEAO

#Mali

#Elections

#RapportDeForce

À SAVOIR

Les 19 et 20 mars 2022 Goodluck Jonathan se rend au Mali pour trouver un terrain d'entente avec la junte au pouvoir. Cette nouvelle tentative de conciliation se solde par un échec après qu'aucune des deux parties n'ait réussi à se mettre d'accord. Alors que la CEDEAO avait consenti à réduire le délai d'organisation d'élections, le Mali impose un délai de 24 mois.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Consciente que les sanctions prononcées affectent également l'économie des pays membres, la CEDEAO tente d'éviter que le Mali ne rompt définitivement avec l'organisation. En effet, le Mali s'est fortement rapproché de la Mauritanie qui a décidé de se séparer de la CEDEAO en 2000 au profit de l'Union du Maghreb arabe. Quant à la junte, les démonstrations de forces de la CEDEAO n'ont fait que conforter sa popularité auprès du peuple malien mais également de l'opinion publique africaine. Si jusqu'ici elle était en position de force pour réussir à négocier en sa faveur le calendrier des élections, les récentes exactions attribuées à l'armée malienne pourrait bien changer la donne.

LES NEWS

RFI – 21/03/22

Fin de la transition au Mali : le médiateur de la Cédéao quitte Bamako sans accord avec la junte

France 24 – 26/03/22

La Cédéao maintient ses lourdes sanctions contre le Mali

LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE TOTAL ÉNERGIES EN OUGANDA SUR L'ÉCHIQUIER JUDICIAIRE

#Ouganda

#Total

#DevoirDeVigilance

#RapportDeForce

À SAVOIR

En 2019, 6 ONG saisissent la justice à l'encontre de Total pour manquement au devoir de vigilance en Ouganda. La coalition accuse Total de ne pas prendre en considération les droits et la dignité des populations ainsi que les dommages environnementaux pour le projet « Tilenga ». Suite à la décision de la Cour de cassation du 15 décembre 2021, le géant français sera traduit devant le Tribunal judiciaire et non le Tribunal de Commerce comme Total l'espérait.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Tout portait à croire que les ONG avaient réussi l'exploit de faire reculer Total en obtenant que des banques se retirent du financement du projet et que l'entreprise n'exploite plus qu'1 % de la surface du parc Murchison Falls au lieu des 10 % initialement prévus. En réalité, malgré les préjudices réputationnels qu'elles ont causés, les lenteurs de l'appareil judiciaire ne laissent que peu de marge de manœuvre aux ONG pour se faire entendre en dehors du militantisme. Soutenu par l'État ougandais, Total a annoncé en février 2022 avoir conclu un accord de 10 milliards de dollars et vouloir accélérer le lancement du projet. En réponse, au mois de mars des activistes de la société civile ougandaise se sont rendus en France. Si la bataille médiatique permet dans une moindre mesure de réduire le rapport de force, il se pourrait néanmoins que cela ne soit pas suffisant pour rivaliser avec le géant mondial.

LES NEWS

Novethic – 02/02/22

[En Ouganda, Total poursuit le lancement d'un des plus gros projets pétroliers dans le monde](#)

Reporterre – 18/03/22

[Expulsions, arrestations, saccages : « En Ouganda, Total brise nos vies »](#)

M-PESA FUTUR LEADER DU PAIEMENT MOBILE SUR LE CONTINENT AFRICAIN ?

#Kenya

#M-Pesa

#PaieementMobil

#Influence

À SAVOIR

M-Pesa est une plateforme de transfert d'argent mobile kenyane créée en 2007 par Vodafone (britannique) et Vodacom (filiale africaine détenue à 64,5 % par Vodafone) pour Safaricom (opérateur de réseau mobile kenyan coté en bourse) a franchi le cap des 30 millions d'utilisateurs kenyans sur une population totale de 50 millions d'habitants. Ce service est également disponible dans 10 pays africains ainsi qu'en Europe (Albanie) et en Asie (Inde).

M-Pesa est régulé par la Banque centrale du Kenya, ce qui en fait un système financier formel et sûr étant donné qu'il est régulé et contrôlé par l'État. Cet élément rassure et favorise la création de partenariats ou d'accords avec de grands groupes internationaux.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

En 2018, M-Pesa et Western Union ont conclu un partenariat permettant à M-Pesa de pouvoir effectuer des transferts dans le monde entier grâce au réseau du groupe américain. Sur le continent africain, le nombre de commerçants ayant recours à ce mode de paiements a doublé, consolidant la position dominante de Safaricom. Sa position est vouée à s'étendre bien au-delà du territoire kenyan. En effet, la diaspora africaine peut envoyer de l'argent via cette plateforme, ce qui est particulièrement intéressant pour Safaricom au vu de la forte croissance de ce marché qui est très peu exploité.

LES NEWS

Africanews – 20/03/22

[Kenya : 30 millions d'utilisateurs de « mobile money »](#)

Jeune Afrique – 08/11/18

[Monnaie mobile : le kényan M-Pesa conclut un partenariat avec Western Union](#)

CE QU'IL NE FAUT PAS RATER

ÉVÈNEMENT

**31
Mai**

**GÉOPOLITIQUE DE LA CYBERSÉCURITÉ -
ENJEUX STRATÉGIQUES ET LEVIERS DE
PUISSANCE**

S'INSCRIRE

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL ET EN LIGNE

AFRIQUE : GÉOPOLITIQUE DE LA CYBERSÉCURITÉ

ENJEUX STRATÉGIQUES ET LEVIERS DE PUISSANCE

AVEC



Bernard BARBIER
CEO BBCYBER
Membre de l'Académie des technologies
Ancien DT de la DGSE



Franck KIÉ
Président & fondateur du
Cyber Africa Forum
Managing Partner Ciberobs Consulting

EGE Ecole de Guerre
Economique
196 RUE DE GRENNELLE – PARIS 7

**31 MAI 2022
À 19H (UTC+2)**

UN ÉVÈNEMENT DU
CLUB AFRIQUE



Inscription sur aege.fr



**CLUB AFRIQUE
RÉSEAU AEGE**

CETTE NEWSLETTER A ÉTÉ RÉALISÉE PAR :

**STANISLAS DÉON
MÉLANIE MAZÈRES
ADELINE VIGUIÉ
VINCENT LIÈVRE**

Une stratégie française à réinventer en Afrique ? - Retour sur la table ronde à l'Ecole militaire



**CLUB AFRIQUE
RÉSEAU AEGE**



Afin d'appréhender la complexité des défis sécuritaires en Afrique, qui se conjuguent pleinement avec la guerre économique et la guerre de l'information, l'initiative conjointe du club Afrique de l'AEGE et du comité Afrique de l'Ecole de Guerre a permis de questionner les limites et l'efficacité des dispositifs français.

Organisée à l'Ecole militaire grâce au soutien du général Jean-Marc Vigilant, directeur de l'Ecole de Guerre, et de monsieur Christian Harbulot, directeur de l'Ecole de Guerre Economique et directeur du Centre de Recherche 451, cette table ronde a réuni des experts de la défense, de la diplomatie et du développement, le général Didier Castres, Jean-Marc Gravellini et l'ambassadeur Antoine Pouillieute.

Après avoir rappelé les fondements historiques de l'approche « 3D », qui vise à coordonner les acteurs étatiques de la Diplomatie, de la Défense et du Développement, les exposés et échanges de très haute qualité nous ont permis d'analyser les acteurs, leurs leviers et leurs difficultés de coordination.

Face aux enjeux de concordance des temps de la diplomatie, de la défense et du développement, les intervenants ont exprimé leur vision et leurs pistes pour intégrer d'avantage les actions au sein d'une stratégie française répondant aux ambitions et aux enjeux du terrain.

Enfin, cette collaboration inédite entre le club Afrique de l'AEGE et le comité Afrique de l'EDG a permis de renforcer les liens entre les écosystèmes académiques civils et militaires, pour esquisser des solutions innovantes et interdisciplinaires en mesure de répondre aux enjeux complexes et systémiques.